

ÉGYPTE.

Amnesty International est préoccupée par la recrudescence de la violence politique en Haute-Égypte

Index AI : MDE 12/05/96

Alors que l'on assiste depuis une semaine à une recrudescence de la violence politique en Haute-Égypte, Amnesty International demande instamment aux forces de sécurité et aux groupes armés d'opposition de mettre immédiatement un terme aux homicides de civils.

Des hommes armés appartenant, semble-t-il, à l'Al Gamaa al Islamiya (Groupe islamiste), mouvement armé, auraient délibérément tué sept civils. Les forces de sécurité auraient pour leur part tué au moins deux membres présumés d'Al Gamaa al Islamiya dans des circonstances donnant à penser que ceux-ci ont pu être victimes d'exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, au moins 160 personnes ont été arrêtées ces derniers jours dans ce contexte de violence politique.

« Nous sommes profondément préoccupés par cette escalade dangereuse de la violence. Le gouvernement et les groupes armés devraient immédiatement agir pour mettre un terme aux homicides », a déclaré Amnesty International.

Le 20 février, trois hommes armés, membres présumés d'Al Gamaa al Islamiya, auraient attaqué une maison du village de Sahel Salim et tué Nabil Wasaat Bashta, vingt-neuf ans, et son frère Girgis, treize ans, qui appartenaient à la communauté chrétienne copte.

Le 19 février, veille de l'Id al Fitr (fin du Ramadan), cinq civils ont été abattus dans un café du village d'Al Aqal al Bahri, situé non loin d'Al Badari, au sud d'Assiout, par trois membres présumés d'Al Gamaa al Islamiya.

Le 14 février, Ali Sattuhi et Mahmoud Mohammad al Walidi, deux membres présumés d'Al Gamaa al Islamiya, ont été tués par les forces de sécurité dans le village d'Al Zuk al Gharbiya, à proximité de Sohag, au sud d'Assiout. Selon les forces de sécurité, les deux hommes, réfugiés à l'intérieur d'une maison, ont refusé de se rendre et se sont mis à tirer. Les forces de sécurité auraient alors riposté, tuant ces deux militants islamistes présumés.

L'Organisation craint que les deux hommes n'aient été sommairement exécutés. Un certain nombre de membres présumés de groupes armés islamistes ont apparemment été victimes, par le passé, d'exécutions extrajudiciaires commises dans des circonstances similaires. Des témoins oculaires, entre autres, ont démenti la version officielle faisant état d'un échange de tirs.

Au cours de la semaine écoulée, les forces de sécurité ont arrêté plus de 160 personnes dans les gouvernorats d'El Minia et d'Assiout, à la suite d'actes de violence politique.

« Nous condamnons tous les homicides délibérés de civils commis par les groupes armés d'opposition. De telles exactions ne sauraient être tolérées », a ajouté Amnesty International.

L'Organisation appelle le gouvernement et les groupes armés d'opposition à respecter les normes internationales humanitaires qui interdisent le meurtre de prisonniers et les autres homicides délibérés et arbitraires.